
CONSEIL DE REGULATION

Décision n° 2013 -ARCEP/CR

portant attribution à la **Société de Transport Aoréma et Frères (STAF)** d'une autorisation pour la fourniture des services postaux non réservés à concurrence réglementée

LE CONSEIL DE REGULATION

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU la loi n°28-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso ;
- VU le décret n°2009-346 /PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques, ensemble ses modificatifs ;
- VU le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
- VU le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) ;
- VU le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
- VU le décret n°2011-759/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant modalités de délivrance des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du Service Postal Universel ;

- VU le décret n°2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés, ensemble ses modificatifs ;
 - VU le décret n°2012-1040/PRES/PM/MTPEN/MEF du 31 décembre 2012 portant modification de l'article 2 du décret n°2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés ;
 - VU le décret n°2011-888/ PRES/PM/MTPEN/MEF du 11 novembre 2011 portant approbation du cahier des charges types des opérateurs postaux autorisés ;
 - VU l'arrêté n°2011-0001/ARCEP/CR du 16 juin 2011 portant organisation et fonctionnement des services de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
 - VU la décision n° 2012-0008/ARCEP/CR du 27 mars 2012 portant fixation des frais d'instruction des demandes d'autorisation pour l'exercice des activités postales ;
 - VU la décision n°2012-000022/ARCEP/CR du 08 juin 2012 portant manuel de procédures de régulation des activités postales ;
 - VU les statuts de la Société de Transport Aoréma et Frères, en abrégé « STAF » ;
 - VU la demande d'autorisation de la Société de Transport Aoréma et Frères, en abrégé « STAF »
 - VU le rapport d'instruction de la demande de la Société de Transport Aoréma et Frères, en abrégé « STAF » ;
 - VU le rapport sur les montants des droits d'entrée des opérateurs postaux ;
- Après délibération du Conseil de régulation en date du 27 juin 2012.

DECIDE

Article 1 : Il est attribué à la **Société de Transport Aoréma et Frères, en abrégé « STAF »** est une Société de droit burkinabè, créée en 1992 et immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro BF OUA 2003 A 2848., une autorisation pour la fourniture des services postaux non réservés au plan national.

La Société de Transport Aoréma et Frères est autorisée à fournir les services relatifs à la collecte, le tri, l'acheminement et la distribution en express et/ou à délais garantis, des objets de correspondance (courrier, documents commerciaux, paquets, ...), de colis et de marchandises diverses dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

Article 2 : Cette autorisation est assortie du cahier des charges joint en annexe à la présente décision qui en fait partie intégrante. La Société de Transport Aoréma

et Frères, en abrégé « STAF » devra, en tout temps, respecter les prescriptions de ce cahier des charges.

Article 3 : L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq (05) ans. Elle pourra être renouvelée sur décision de l'Autorité de régulation à condition que les prescriptions du cahier des charges aient été respectées et sous réserve du paiement de tout droit ou redevance de renouvellement exigible. Toute demande de renouvellement devra être faite par écrit au moins six (06) mois avant l'expiration de l'autorisation.

Article 4 : L'autorisation est personnelle et ne peut être vendue, louée, cédée, donnée en garantie ou grevée d'une sûreté.

Article 5 : L'autorisation pourra être suspendue ou retirée, ou sa durée réduite, conformément aux dispositions du cahier des charges, des lois et règlements en vigueur.

Article 6 : La présente décision abroge toutes dispositions antérieures contraires. Elle prendra effet à compter de sa date de signature.

Article 7 : Le Secrétaire général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes est chargé de l'application de la présente décision qui sera enregistrée, publiée au Journal Officiel du Burkina Faso et sur le site web de l'Autorité de régulation.

Ouagadougou, le 22 JAN 2013

Pour le Conseil de régulation,

Le Président


Mathurin BAKO
 Officier de l'Ordre National



Ampliation :

- Journal Officiel
- MDENP
- Chrono